

République Française  
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

**Direction des Politiques Economique et  
Internationale**

Service de la production et des marchés  
Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux  
Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des  
productions végétales spéciales  
3, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS  
☎ 01.49.55.45.60 ou 01.49.55.43.78

**Circulaire**

**DPEI/SPM/C2001-4015**

**Date :05 AVRIL 2001**

**Le Ministre de l'Agriculture  
et de la Pêche**

**à**

**Mesdames et Messieurs les Préfets**

**Mise en place par l'ONIFLHOR  
d'une aide aux investissements de stockage de pommes de terre de  
conservation**

**Objet:** La présente circulaire vise à permettre aux producteurs de pommes de terre de conservation de maintenir leur compétitivité et de s'adapter aux exigences du marché.

A cet effet, elle prévoit la mise en place d'aides financières aux investissements d'aménagement ou de construction de bâtiments de stockage de pommes de terre.

***Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire,  
vous pouvez prendre contact avec :***

***ONIFLHOR - Division des Interventions Nationales  
164, rue de Javel - 75739 PARIS cedex 15  
Tel : 01 44 25 36 13***

***Plan de diffusion***

**Pour exécution :**

M. le D.P.E.I  
Mmes et MM. les Préfets de région  
MM. les Préfets de département  
MM. les D.R.A.F  
Mme et MM. les D.D.A.F  
M. le Directeur de l'ONIFLHOR

**Pour information :**

DGA – DGAL – DAF  
Le président du COPERCI  
La Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de  
Terre de Consommation  
La Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de  
Terre d'Industrie  
La Fédération Française de la Coopération Fruitière,  
Légumière et Horticole  
La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants  
Agricoles  
Le Centre national des jeunes agriculteurs  
La Confédération Paysanne  
Les Associations Régionales de la Pomme de Terre  
Le Comité National Interprofessionnel de la Pomme de Terre  
Le Groupement National Interprofessionnel pour la  
valorisation de la Pomme de Terre de Transformation

La commercialisation de la pomme de terre, tant sur le marché du frais qu'à l'industrie, se déroule tout au long de l'année avec une coupure de plus en plus courte pendant l'été.

Les conditions de stockage des pommes de terre de consommation sont devenues un facteur déterminant pour la valorisation de la production en permettant de préserver la qualité sanitaire et organoleptique des tubercules sur une longue période.

En outre les installations de stockage permettent une meilleure gestion des campagnes.

Enfin, la tendance à interdire l'utilisation des inhibiteurs chimiques de germination se généralise. Seul le froid limite l'utilisation des anti germinatifs.

La mise en place depuis 1985 d'une politique de soutien aux constructions de bâtiments de stockage a contribué au développement de la filière française de la pomme de terre. Aujourd'hui, grâce à l'adaptation de l'offre aux besoins de l'industrie en terme de qualité et de calendrier de livraison, les dégagements de marché massifs ont été raréfiés. Par ailleurs, les exportations ont pu être nettement développées.

Toutefois, la pression concurrentielle nécessite l'amélioration permanente de la qualité des pommes de terre et donc des installations de stockage.

A cet effet, un certain nombre de régions ont inscrit à leur contrat de plan la mise en place d'actions concertées visant à améliorer la qualité du produit.

A ce titre, pour la durée du 12<sup>ème</sup> plan, l'ONIFLHOR et les conseils régionaux concernés attribueront des aides aux investissements de construction ou d'amélioration d'installations de stockage de pommes de terre s'inscrivant dans le cadre d'un programme de filière visant à améliorer la qualité des produits.

La présente circulaire précise la nature de l'intervention ainsi que la procédure relative à l'attribution de l'aide financière.

Les modalités d'intervention de l'ONIFLHOR s'appliquent de manière uniforme à l'ensemble des régions ayant contractualisé ce type d'action. Toutefois, les critères pourront être aménagés dans le sens d'une plus grande restriction ou le taux d'aide pourra être réduit dans le cadre d'une convention entre les représentants de la filière régionale et l'ONIFLHOR.

## **I OBJECTIF :**

La présente circulaire a pour objectif de permettre aux producteurs de pommes de terre de conservation de maintenir leur compétitivité et de s'adapter aux nouvelles exigences des marchés.

A cet effet, elle prévoit la mise en place d'aides financières aux investissements d'aménagement ou de construction de bâtiments de stockage de pommes de terre.

Les projets individuels devront s'inscrire dans le cadre de la stratégie nationale de la filière pommes de terre ou d'initiatives régionales compatibles avec celle-ci.

Cette adéquation se traduira par l'adhésion du porteur du projet d'investissement à un programme national relatif à la qualité et à la traçabilité de la pomme de terre ou au programme régional élaboré par l'Association Régionale de la Pomme de Terre (ARPT).

Ces programmes régionaux seront définis au sein des ARPT souhaitant définir un programme qualité - traçabilité adapté aux particularités régionales, en association avec les partenaires nationaux (ONIFLHOR, CNIPT, GIPT) et régionaux (DRAF, Conseil Régional). Ils devront s'intéresser :

- aux pratiques culturales, par la mise en place d'un cahier des charges faisant référence à la production raisonnée,
- aux relations avec les clients par l'élaboration de contrats types ;
- à la traçabilité .

## **II CONDITIONS D'ELIGIBILITE DES DEMANDEURS**

Le bénéfice des aides aux investissements de stockage de pommes de terre versées par l'ONIFLHOR est exclusivement réservé aux exploitants à titre principal ayant une ancienneté de trois ans en tant que producteur de pommes de terre de consommation (sauf pour les Jeunes Agriculteurs), dont les installations de stockage ne permettent pas d'abriter la totalité de la production de l'exploitation dans des conditions adaptées aux marchés et qui adhèrent à un programme national (guide de la production raisonnée du CNIPT, Tracenet, etc.) ou régional relatif à la qualité de la pomme de terre.

La production de l'exploitation sera évaluée sur la base de la moyenne des productions des trois campagnes précédant la demande de subvention.

Sont considérés comme exploitants à titre principal :

- les exploitants individuels consacrant au moins 50% de leur temps de travail à leur exploitation agricole, et tirant au moins 50% de leur revenu de ces activités agricoles ;
- les personnes morales, civiles ou commerciales dont l'objet est exclusivement agricole et dont plus de 50% du capital est détenu par des personnes physiques exploitants agricoles à titre principal et dont les statuts prévoient le maintien de cette proportion en cas de cession de parts.

Les agriculteurs ayant bénéficié d'une aide pour la construction d'un bâtiment de stockage de pommes de terre au cours du 10 ou du 11<sup>ème</sup> CPER ne pourront pas prétendre à une nouvelle aide dans le cadre du 12<sup>ème</sup> CPER, sauf dans les cas suivants :

- ils souhaitent améliorer ce bâtiment en l'équipant d'un groupe froid ;
- l'investissement réalisé n'a pas atteint le plafond en terme de capacité aidée. Dans ce cas un complément d'investissement pourra être réalisé dans la limite du plafond.

Lorsque le demandeur est une personne morale, il est vérifié qu'au moins un des associés (deux en cas de GAEC demandant le déplafonnement de la capacité de stockage aidée), agriculteur à titre principal, n'a pas bénéficié antérieurement d'une subvention pour la construction d'un bâtiment de stockage de pommes de terre de conservation.

Les producteurs sollicitant une aide pour un bâtiment de stockage de pommes de terre de conservation doivent s'engager à souscrire, pendant les cinq campagnes (du 1<sup>er</sup> août au 31 juillet) suivant l'investissement, des contrats annuels de livraison pour une quantité au moins égale à 80% de la capacité de stockage de l'installation subventionnée.

Ces contrats devront être conformes aux contrats type du CNIPT ou du GIPT, ou au contrat élaboré dans le cadre du programme régional relatif à la qualité dans la filière pomme de terre.

L'association régionale de la pomme de terre est chargée de contrôler la réalité de la conclusion des contrats, elle devra à cet effet se procurer la copie des contrats. En outre, la DRAF ou l'ONIFLHOR réaliseront des contrôles ponctuels portant sur les différents engagements du bénéficiaire.

Le demandeur doit, par ailleurs, s'engager à ne pas changer la destination des installations, à savoir le stockage de pommes de terre de conservation, et à les maintenir en bon état de fonctionnement pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Le non respect d'une des obligations listées ci dessus sera sanctionné par le reversement intégral de la subvention reçue.

Enfin, le demandeur doit justifier d'un autofinancement représentant au moins 10% du montant des investissements projetés.

### **III NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES**

Sont éligibles à l'aide régie par la présente circulaire, les travaux d'aménagement ou de construction de bâtiments de stockage de pommes de terre de conservation d'une capacité minimale de 300 tonnes.

L'aide est réservée aux seules réalisations présentant toutes les garanties d'une bonne conservation des pommes de terre stockées. A ce titre,, les matériaux déclassés et les équipements d'occasion ne seront pas retenus dans l'assiette de calcul de la subvention. L'annexe 1 de la présente circulaire définit un certain nombre de normes techniques auxquelles doivent se conformer les travaux subventionnés.

Sont exclus du bénéfice de l'aide :

- les travaux de destruction d'un bâtiment antérieur situé sur le lieu de construction de la nouvelle installation ;
- les travaux de reconstruction d'un bâtiment de stockage de pommes de terre sinistré ayant fait l'objet d'une subvention de l'ONIFLHOR pour sa construction ou son aménagement ;
- les parties du bâtiment destinées à un usage autre que le stockage proprement dit (parties non isolées). A l'exception d'un auvent situé dans le prolongement du bâtiment, devant la porte principale de ce dernier, qui pourra être pris en compte dans la limite de 20% de la surface totale du bâtiment.

Sont également non éligibles, les installations de stockage de plants de pommes de terre (qui font l'objet d'une autre circulaire) ou de pommes de terre de féculerie.

#### **IV PLAFONDS DES CAPACITES DE STOCKAGE RETENUES LORS DU CALCUL DE L'AIDE**

La capacité de stockage aidée est limitée à 800 tonnes par bénéficiaire sur la durée du contrat de plan. Elle pourra être réalisée en une ou deux tranches sur la durée du 12<sup>ème</sup> CPER.

Dans le cas d'investissements réalisés par un GAEC, le plafond sera multiplié par le nombre d'exploitations préexistantes regroupées dans le GAEC, dans la limite de deux (1.600 tonnes). Les autres formes sociétaires sont exclues du bénéfice de ce doublement du plafond.

Par ailleurs, la capacité totale de stockage aux normes (cf. annexe 1 de la présente circulaire) de l'exploitation après réalisation du nouvel investissement ne devra pas dépasser la production annuelle moyenne de pommes de terre de l'exploitation sur les trois dernières campagnes.

#### **V MONTANT DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES**

Le montant de l'investissement éligible à l'aide dépend de la nature des travaux.

Pour les travaux d'aménagement, les dépenses subventionnables sont plafonnées :

- à 114,34 Euros (750,00 Francs) par tonne pour l'installation de l'isolation et de la ventilation dans un bâtiment,
- à 167,69 Euros (1 100,00 Francs) par tonne pour l'aménagement complet d'un bâtiment (isolation, ventilation, réfrigération) ;
- à 53,36 Euros (350,00 Francs) par tonne pour l'équipement en réfrigération ou en humidificateur d'air d'un bâtiment isolé et ventilé.

Pour les constructions neuves, les plafonds des investissements se situent :

- à 167,69 Euros (1 100,00 Francs) par tonne pour les bâtiments isolés, ventilés,
- à 213,43 Euros (1 400,00 Francs) par tonne pour les bâtiments réfrigérés, y compris les bâtiments de stockage en caisse de type « boîte aux lettres » ou « brassage d'espace ».

Le coût de la main d'œuvre de l'exploitant qui participe à la réalisation des travaux est évalué forfaitairement à 30% des matériaux mis en œuvre par ses soins.

Pour chaque dossier, le montant des dépenses éligibles est calculé dans la limite du plafond exposé au paragraphe IV de la présente circulaire.

## **VI MONTANT DE L'AIDE**

L'aide est égale à 25% du coût hors taxes des investissements éligibles définis au paragraphe V de la présente circulaire. Toutefois, si le demandeur est signataire d'un Contrat Territorial d'Exploitation (CTE), le taux d'aide sera majoré et s'établira à 30%.

En cas de non application du CTE sur la durée de l'engagement (3 ans), le producteur devra rembourser la somme correspondant à la majoration de la subvention.

Cette aide n'est pas cumulable avec toute autre aide de l'Etat ayant le même objet.

## **VII CONSTITUTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER ET PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS**

Le producteur souhaitant solliciter une aide pour la construction ou l'aménagement d'un bâtiment de stockage de pommes de terre de conservation constituée, avec l'ARPT (liste des ARPT en annexe 2), les techniciens de la chambre d'agriculture et la DDAF, un dossier comprenant :

- le formulaire de demande d'autorisation de commencer les travaux (annexe 3), par lequel ce dernier s'engage à ne pas commencer les travaux avant que l'autorisation ne lui ait été adressée ;
- la fiche technico-économique relative à l'exploitation (annexe 4) ;
- les plans relatifs au projet (situation, masse, bâtiment) - le plan du bâtiment devra faire apparaître l'emplacement des différents équipements (ventilation, réfrigération, etc.) - et la fiche technique (annexe 5). Dans le cas d'un bâtiment de stockage en caisse, la disposition des caisses devra apparaître sur le plan ;
- l'avis technique de l'ITPT qui est sollicité par l'ARPT;
- un chèque de 152,45 Euros (1 000,00 Francs) libellé à l'ordre de l'ITPT/ITCF pour l'étude technique du dossier,
- les devis détaillés de chaque prestataire ainsi qu'un état récapitulatif de ces devis;
- le plan de financement (annexe 6) accompagné de l'accord de la banque en cas d'emprunt,
- une attestation de l'AMEXA certifiant que le demandeur est affilié au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ou en cas de personne morale, outre cette même attestation pour les actionnaires non salariés, une attestation de la MSA pour les actionnaires salariés, les statuts de la société précisant son objet social et le détail de la composition de son capital ;

- l'engagement contractuel (annexe 8) ;
- l'attestation d'adhésion à un programme qualité national ou régional ;
- le cas échéant, l'attestation de la DDAF certifiant que le demandeur est signataire d'un CTE et que le projet d'investissement dans des installations de stockage de pommes de terre est cohérent avec les engagements du CTE.

Les dossiers devront être examinés par la commission régionale d'agrément de la Pomme de terre qui se tiendra sur initiative de l'ONIFLHOR qui la convoquera au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année, puis, en tant que besoin, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre.

Cette commission présidée par la DRAF, réunit l'ARPT, les DDAF, le Conseil régional et l'ONIFLHOR. Elle s'assure que les dossiers sont recevables, propose un montant de subvention et établit un ordre de priorité.

Les dossiers sont ensuite transmis, à l'ONIFLHOR qui délivre les autorisations de commencer les travaux, dans la limite de l'enveloppe annuelle.

La Commission régionale d'agrément se réunira une dernière fois au cours du dernier trimestre de chaque année afin de réajuster la programmation de l'enveloppe selon les réalisations. En cas de reliquat de crédit, elle pourra valider de nouveaux dossiers et les transmettre à l'ONIFLHOR pour délivrance d'une autorisation de commencer les travaux.

L'autorisation de commencer les travaux n'implique pas un engagement de l'ONIFLHOR à verser l'aide. Seule l'instruction du dossier après réalisation de l'investissement déterminera l'éventuelle intervention de l'ONIFLHOR.

#### **VIII DELAI DE REALISATION DES INVESTISSEMENTS**

Les investissements devront être débutés dans les trois mois suivant la date de délivrance de l'autorisation de commencer les travaux et achevés au plus tard dix-huit mois après cette même date.

En cas de non respect de ces délais, le dossier sera considéré forclos.

#### **IX VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention de l'ONIFLHOR sera versée en une seule fois au terme de la réalisation des investissements.

Les travaux sont réceptionnés conjointement par l'association régionale de la pomme de terre, et la DDAF qui vérifient la conformité des installations au projet initial modifié selon les éventuelles recommandations de l'ITPT.

Le dossier de demande de paiement de l'aide est transmis à la DRAF qui le valide avant de le transmettre à l'ONIFLHOR avec une proposition de montant. Ce dossier doit comporter :

- le formulaire de demande de paiement (annexe 7) dûment renseigné, visé par la DRAF,
- la copie du premier contrat tel que défini au chapitre II de la présente circulaire .
- l'engagement du producteur à utiliser le bâtiment subventionné pour le stockage de pommes de terre de conservation et à le maintenir en bon état de fonctionnement (annexe 9),
- les copies, certifiées conformes aux originaux, des factures acquittées relatives aux investissements subventionnés. Les mentions relatives au règlement des factures devront comprendre la référence et la date d'émission du chèque, ainsi que le nom de l'établissement tireur, en cas de lettre de change, les copies certifiées conformes aux originaux des relevés de compte faisant état de son paiement,
- l'attestation conformité des travaux visée par la DDAF et l'ARPT;
- le relevé d'identité bancaire ou postal du bénéficiaire,
- l'attestation d'assurance des installations subventionnées.

Seules les factures postérieures à la date de délivrance de l'autorisation de commencer les travaux seront retenues dans le calcul de l'aide.

Le montant définitif de la subvention sera calculé sur la base des frais réels hors taxe dans la limite des plafonds. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant de la subvention prévisionnelle calculée sur la base des devis présentés au moment de la demande d'autorisation de commencer les travaux.

#### **X DISPOSITIONS PARTICULIERES**

En cas de changement de statut juridique du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, en cas de changement dans la répartition du capital social dans les 5 ans suivant le versement de l'aide, l'ONIFLHOR devra en être informé au plus tard lors de la demande de paiement de la subvention, afin de pouvoir vérifier l'éligibilité de la structure modifiée.

En cas de non information de l'ONIFLHOR, le paiement de l'aide pourra être refusé, ou le reversement de l'aide perçue exigé.

La présente circulaire s'applique de manière uniforme dans l'ensemble des régions françaises contractualisant sur ce secteur. Toutefois, la commission régionale d'agrément pourra renforcer les exigences, réduire les taux d'aide.

***En raison des délais de signature de la présente circulaire et des nouveaux CPER et d'élaboration des programmes relatifs à la qualité dans la filière pomme de terre, une période transitoire est mise en place avant application totale de la présente circulaire. Au cours de l'année 2000, les dossiers de demande d'aide ne seront pas soumis à l'obligation d'adhérer à un programme qualité. Par ailleurs, le calendrier de dépôt et d'examen des dossiers mentionné à l'article VII ne pourra pas être appliqué. Enfin, les frais d'examen des dossiers par l'ITPT seront pris en charges par l'ONIFLHOR sur l'enveloppe CPER.***



## **XI CONTROLES ET SANCTIONS**

L'ONIFLHOR et les DRAF et DDAF se réservent la possibilité d'effectuer tout contrôle sur site, pendant ou après les travaux, ou de réclamer toute pièce justificative qu'ils estimeront utile. L'ONIFLHOR, la DRAF et la DDAF se communiquent réciproquement les rapports des contrôles effectués et les suites à donner.

Le non-respect des engagements pris dans le cadre de la présente circulaire, ainsi que toute fausse déclaration ou toute utilisation frauduleuse de la subvention entraînera le reversement immédiat de la subvention à l'ONIFLHOR, sans préjudice des poursuites contentieuses.

La Sous-Directrice des Cultures  
et des Produits Végétaux  
Marie-France CAZALERE

### **Annexes:**

- 1- prescriptions techniques applicables aux locaux de stockage;
- 2- liste des associations régionales de la pomme de terre (ARPT);
- 3- demande d'autorisation à commencer les travaux;
- 4- fiche technique de l'exploitation;
- 5- descriptif du bâtiment de stockage;
- 6- plan de financement;
- 7- demande de versement de l'aide;
- 8- engagement contractuel.